

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ASA 33/028/2006 – ÉFAI

AU 199/06

Londres, le 20 juillet 2006

CRAINTES DE « DISPARITIONS » /CRAINTES DE TORTURE

PAKISTAN **Obaidullah Ali Baloch (h), 26 ans**
Samiullah Baloch (h), son frère, 24 ans

Obaidullah Balloch et son frère Samiullah ont été arrêtés le 16 juillet 2006 à Askari, un quartier de Quetta (province du Baloutchistan), par des hommes non identifiés. Personne ne les a revus depuis. Ils ont peut-être « disparu » et risquent d'être torturés.

Dans l'après-midi du 16 juillet, alors qu'ils rentraient en voiture de l'aéroport de Quetta (où ils travaillent sur un projet de construction financé par le gouvernement), les deux frères ont remarqué qu'ils étaient suivis par deux jeeps. Arrivés à un poste de contrôle, ils ont demandé à des militaires et des membres de la police civile de les protéger, mais ces derniers ont refusé. Obaidullah et Samiullah Balloch ont été contraints d'arrêter leur véhicule avant d'être appréhendés par des hommes non identifiés, des agents des services de renseignements semble-t-il, qui les ont forcés à monter à bord de deux jeeps différentes. Les hommes les ont emmenés dans la direction de quartiers généraux de l'armée situés à proximité.

La famille d'Obaidullah et Samiullah Balloch pense qu'ils ont été arrêtés en raison des activités de leur frère aîné, Sanaullah, sénateur et secrétaire à l'information du Parti national du Baloutchistan. Celui-ci s'est récemment rendu à l'étranger et a évoqué les violations des droits humains perpétrées au Baloutchistan. Ni Obaidullah Balloch ni son frère Samiullah ne sont engagés dans la vie politique. Par ailleurs, ils n'avaient jamais été menacés précédemment.

Leur famille s'apprête à introduire une requête en *habeas corpus* (procédure permettant la comparution immédiate d'un détenu devant une autorité judiciaire) auprès du tribunal de Quetta, afin de contester la légalité de l'arrestation des deux frères et d'établir leur lieu de détention. Le sénateur Sanaullah Balloch a qualifié ces interpellations de « *victimisation politique* » de deux innocents, ajoutant : « *Si le gouvernement a des comptes politiques à régler avec moi, c'est à moi qu'il doit s'en prendre, et non à mes frères, qui sont innocents et n'ont rien à voir avec mon combat politique.* »

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La *Human Rights Commission of Pakistan* (HRCP, Commission des droits humains du Pakistan), une organisation non gouvernementale (ONG), a publié un rapport à la fin du mois de janvier 2006, indiquant que les services de sécurité et de renseignements étaient responsables de très nombreuses arrestations et mises en détention arbitraires, d'actes de torture, d'exécutions extrajudiciaires, de « disparitions » et de démonstrations de force excessives depuis le début de l'année 2005 au Baloutchistan. Les conclusions de la mission d'enquête de la HRCP concordent avec un grand nombre d'informations transmises à Amnesty International par des militants baloutches et des organisations de la société civile au cours de la même période. L'organisation a d'ailleurs lancé plusieurs Actions urgentes à la suite d'arrestations arbitraires et de « disparitions » de militants politiques. Selon une déclaration, en janvier 2006, du sénateur Sanaullah Balloch, au moins 180 personnes sont mortes dans des bombardements, 122 enfants ont été tués par des paramilitaires et des centaines de personnes ont été arrêtées depuis le début de l'année 2005. Le 8 décembre 2005, le ministre fédéral de l'Intérieur a déclaré que quelque 4 000 personnes avaient été appréhendées au Baloutchistan depuis le début de 2005. L'identité de nombre de ces personnes demeure inconnue, de même que leur lieu de détention et les charges retenues contre elles. Pour avoir observé certaines de ces arrestations, mises en détention et « disparitions », Amnesty International craint que celles-ci n'aient été arbitraires dans certains cas. Parmi les personnes qui ont été retrouvées, certaines ont ensuite

été privées de liberté au titre de la législation relative à la détention provisoire, ou pour des motifs politiques, en violation du droit pakistanais et des normes internationales relatives aux droits humains.

Un certain nombre de membres « disparus » de l'Organisation des étudiants baloutches (groupe qui œuvre en faveur du peuple baloutche) ont récemment été remis en liberté. Ils affirment avoir été torturés en détention : ils auraient notamment eu les chevilles enchaînées et la tête recouverte et auraient reçu des décharges électriques.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité d'Obaidullah et de Samiullah Baloch, qui auraient été arrêtés par des agents des services de renseignements le 16 juillet 2006 ;
- priez les autorités d'ouvrir immédiatement une enquête afin de retrouver la trace de ces deux hommes ;
- rappelez-leur que la détention au secret est contraire aux droits fondamentaux inscrits dans les articles 9 et 10 de la Constitution du Pakistan ;
- efforcez-vous d'obtenir la garantie que ces deux hommes ne seront ni torturés, ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements en détention ;
- exhortez les autorités à veiller à ce qu'il leur soit permis de recevoir la visite de leurs proches, de consulter un avocat et de bénéficier de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- s'ils sont détenus, demandez leur libération immédiate, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction dûment reconnue par la loi, auquel cas il devront bénéficier dans les meilleurs délais d'une procédure équitable.

APPELS À :

(Il est possible que vous rencontriez des difficultés lors de l'envoi de courriels au Pakistan. Si vous recevez un message d'erreur, veuillez renvoyer votre mail. Si l'envoi échoue à nouveau, merci d'adresser votre appel par fax ou par voie postale.)

President Pervez Musharraf
Pakistan Secretariat,
Islamabad, Pakistan

Fax : + 92 51 9221422

Courriers électroniques : CE@pak.gov.pk

Formule d'appel : *Dear President, / Monsieur le Président de la République,*

Ministre de la Justice et des Droits de l'homme :

Mr. Muhammad Wasi Zafar
Minister of Law, Justice and Human Rights
S Block, Pak. Sectt. Islamabad, Pakistan

Fax : + 92 51 9202628

Courriers électroniques : minister@molaw.gov.pk

Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

Gouverneur du Baloutchistan :

Awais Ghani
Governor House
Quetta, Balochistan, Pakistan

Fax : + 92 81 920 2178 / 2992

Formule d'appel : *Dear Governor, / Monsieur le Gouverneur,*

COPIES aux représentants diplomatiques du Pakistan dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 31 AOÛT 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*